

Arabie Saoudite-Egypte-Emirats arabes unis-Bahreïn/Diplomatie

Ryad et ses alliés rompent avec le Qatar

AFP

Ryad/Arabie Saoudite

Ils accusent Doha de "soutenir le terrorisme". En plus d'une trop grande proximité avec l'Iran. Une crise majeure dans le golfe.

L'ARABIE saoudite et quatre de ses alliés ont rompu hier avec le Qatar, riche pays gazier du Golfe à la politique étrangère controversée qu'ils accusent de soutenir le "terrorisme", provoquant une crise diplomatique majeure au Moyen-Orient.

Le Qatar a réagi avec colère, en accusant à son tour ses voisins de vouloir le mettre "sous tutelle" et de l'étouffer économiquement.

La rupture des liens diplomatiques est accompagnée de mesures économiques comme la fermeture des frontières terrestres et maritimes, des interdictions de survol et des restrictions sur le déplacement des personnes.

Première conséquence : la suspension par l'Égypte et six compagnies aériennes du Golfe des vols sur Doha, dont la compagnie Qatar Airways sera obligée de rallonger ses nombreuses routes vers l'Europe et les

Amériques en raison de la fermeture de l'espace aérien saoudien.

Peu de ressortissants du Qatar vivent et travaillent dans les pays voisins mais la fermeture du seul accès terrestre au Qatar, via l'Arabie saoudite, va affecter les importations de biens de consommation, notamment de produits alimentaires du pays.

La Bourse de Doha a accusé le coup, clôturant en baisse de 7,58% tandis que des habitants se sont rués sur les produits alimentaires selon le site en ligne Doha News.

Cette crise diplomatique intervient deux semaines après une visite du président américain Donald Trump à Ryad où il a exhorté Arabes et musulmans à se dresser contre les groupes extrémistes et fustigé l'Iran.

APPELS AU DIALOGUE. Alliée à la fois de Ryad et de Doha, Washington a invité les pays du Golfe à rester "unis".

Les Etats-Unis disposent à Al-Udeid au Qatar d'une grande base aérienne où sont stationnés 10 000 soldats américains. Cette base, siège du Centcom, le commandement militaire chargé du Moyen-Orient, est utilisée notamment pour les raids américains



Photo : AFP

Les habitants de Doha, pris de panique, se sont rués hier sur les supermarchés pour faire des provisions.

contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie et en Irak.

La Turquie et l'Iran ont appelé au dialogue. Ankara, très proche du Qatar, a proposé son aide alors que Téhéran, dont le rapprochement avec le Qatar exaspère ses voisins, estimait que seuls "un dialogue franc" pouvait résoudre le différend.

Cette crise est la plus grave depuis la naissance en 1981 du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui regroupe l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar.

Ce dernier y a toujours occupé une place à part, poursuivant sa propre politique régionale et affirmant son influence par le sport et les médias, avec

l'organisation du Mondial-2022 de football et la chaîne de télévision Al-Jazeera.

Ryad, Abou Dhabi et Manama accusent Doha de "soutenir le terrorisme", y compris les réseaux jihadistes Al-Qaïda et l'EI, ainsi que les Frères musulmans classés "terroristes" par l'Égypte et des pays du Golfe.

Le Qatar est également accusé de soutenir "les activités de groupes terroristes soutenus par l'Iran dans la province de Qatif", dans l'est du royaume saoudien où se concentre sa minorité chiite, ainsi qu'à Bahreïn, secoué depuis 2011 par des troubles animés par la majorité chiite.

L'Arabie saoudite sunnite et l'Iran chiite, principaux rivaux de la région, ont

rompu leurs relations diplomatiques en janvier 2016 après l'exécution d'un chef chiite dans le royaume saoudien.

EXCLUSION. Le Qatar a également été exclu de la coalition militaire arabe qui aide le pouvoir au Yémen face aux rebelles pro-iraniens, une décision saluée par le gouvernement du président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi qui a aussi rompu avec Doha.

Pour le Qatar, la rupture est une décision "injustifiée" et "sans fondement" dont "l'objectif clair est de placer l'Etat sous tutelle, ce qui marque une violation de sa souveraineté". Cela est "totale et inacceptable", ont dit les Affaires étrangères à Doha.

Selon elles, le Qatar, dirigé par le jeune émir cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, "n'interfère pas dans les affaires d'autrui" et "lutte contre le terrorisme et l'extrémisme".

L'Égypte, un allié des Saoudiens, a accusé le Qatar "d'insister à adopter un comportement hostile vis-à-vis" d'elle. L'ambassadeur du Qatar a été sommé de quitter le Caire sous 48 heures et les vols sur Doha sont suspendus à partir de ce mardi.

Etats-Unis-Grande-Bretagne/Diplomatie

Trump s'en prend de nouveau au maire de Londres sur Twitter

AFP

Washington/Etats-Unis

LE président américain Donald Trump a renouvelé hier ses attaques sur Twitter contre le maire de Londres Sadiq Khan, visiblement irrité par une déclaration de la mairie de la capitale britannique l'accusant de sortir de leur contexte des propos tenus par M. Khan.

« Excuse pathétique du maire de Londres Sadiq Khan qui a dû trouver une explication rapide à sa déclaration "Pas de raison de s'alarmer !". Les médias traditionnels travaillent dur pour vendre cette version », a-t-il accusé.

Sadiq Khan avait déclaré dimanche à la BBC, au lendemain des attentats de Londres : "Vous allez voir une présence policière renforcée aujourd'hui, y compris des officiers armés et d'autres en uniformes", dans un appel au calme. "Il n'y a pas de raison d'être alarmés par cela", avait-il ajouté.

Donald Trump avait alors accusé le maire de Londres de minimiser la menace terroriste.

« Au moins 7 morts et 48 blessés dans un attentat terroriste et le maire de Londres dit qu'il n'y a "pas de raison d'être alarmés !" », avait-il écrit sur Twitter. "Nous devons cesser d'être politiquement corrects et nous mettre au travail sur



Photo : AFP

Le torchon brûle entre le maire de Londres Sadiq Khan et le président américain, Donald Trump. Ce dernier attaquant à coups de tweets le premier.

la sécurité pour nos concitoyens. Si nous ne sommes pas malins, cela ne fera qu'empirer." La Première ministre bri-

tannique Theresa May a affiché son soutien au maire de Londres.

"Je pense que Sadiq Khan fait du bon travail et c'est

incorrect de dire le contraire", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse hier, avant le dernier tweet de Donald Trump.

La mairie de Londres avait également répondu dans un communiqué que le maire était très "occupé" et qu'il avait "mieux à faire que de répondre à Donald Trump".

Attentat de Londres : la police donne l'identité de deux assaillants. La police britannique a révélé hier l'identité de deux des trois assaillants qui ont fait 7 morts sur le London Bridge et à Borough Market samedi comme étant Khuram Butt et Rachid Redouane.

Etats-Unis/Fusillade

Orlando : un homme tue cinq personnes avant de se suicider

AFP

Orlando/Etats-Unis

UN ancien employé, récemment licencié d'une entreprise d'Orlando, est revenu dans les locaux de la société où il travaillait et a tué cinq personnes avant de retourner son arme contre lui, a expliqué Jerry Demmings, shérif du comté

d'Orange, en Floride (sud-est).

"L'individu était un ancien employé de cette entreprise renvoyé courant avril", a déclaré M. Demmings lors d'une conférence de presse, soulignant qu'il n'y avait a priori aucun lien avec le terrorisme.

"Pour le moment ça ressemble vraisemblablement à un épisode de violence au travail", a-t-il poursuivi. "C'était un ancien employé

mécontent qui est revenu dans l'entreprise ce matin". Le tireur, âgé de 45 ans, a abattu quatre hommes et une femme avant de se suicider peu après 08H00 (15H00 au Gabon).

Le shérif a précisé que l'entreprise en question fabriquait des accessoires pour camping-cars. En juin 2014 les autorités y avaient été appelées car l'homme qui a perpétré la fusillade hier matin avait à l'époque

frappé un autre employé. Toutefois, aucune charge n'avait été retenue à son encontre.

Le tireur n'avait à son casier judiciaire que des petites condamnations, pour possession de marijuana ou des délits de violence. "Pour le moment nous n'avons aucune indication que le sujet était membre d'une quelconque organisation subversive. Nous n'avons aucune indication

que le sujet participait à une quelconque organisation terroriste", a encore insisté le shérif Demmings.

En juin 2016, Orlando avait été la cible d'une attaque dans une boîte de nuit homosexuelle qui avait fait 49 morts et des dizaines de blessés. Citoyen américain d'origine afghane, l'auteur du massacre avait prêté allégeance à l'organisation jihadiste Etat islamique (EI) pendant la fusillade.

L'Afrique en bref

• **Algérie/Attentat. Trois islamistes présumés arrêtés**

Les autorités algériennes ont affirmé dimanche avoir arrêté trois islamistes présumés qui ont avoué avoir posé la mine artisanale ayant explosé au passage d'une patrouille militaire samedi à l'aube, non loin de la frontière tunisienne.

• **Comores/Immigration. Moroni exige des excuses à Macron**

Le ministre comorien des Affaires étrangères, Mohamed Bacar Dossar, a exigé hier des excuses du président français Emmanuel Macron, jugeant que sa plaisanterie sur les "kwassakwassa" était "choquante et méprisante". Le chef de l'Etat français avait plaisanté jeudi au sujet de ces frères embarcations sur lesquelles périssent de nombreux migrants comoriens tentant de rejoindre Mayotte, le département français voisin.

• **Gambie/Sécurité. Cédéao : mission prolongée d'un an**

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao, 15 pays) a prolongé d'un an le mandat de sa force déployée en Gambie, lors de son sommet à Monrovia, selon un communiqué final rendu public dans la nuit de dimanche à hier.

• **RDCongo/Justice. Ouverture du procès des assassins présumés des deux experts de l'Onu**

La justice militaire congolaise a ouvert hier le procès des présumés assassins de deux experts de l'Onu tués en mars dans le Kasai, dans le centre de la République démocratique du Congo, théâtre d'une rébellion depuis septembre 2016, a-t-on appris auprès de la défense.

A travers le monde

• **Grande-Bretagne/Politique. Corbyn appelle Theresa May à démissionner**

Le chef de l'opposition travailliste Jeremy Corbyn a appelé hier à la démission de la Première ministre Theresa May après la série d'attentats au Royaume-Uni en raison des réductions d'effectifs policiers qu'elle a opérées lorsqu'elle était ministre de l'Intérieur (2010-2016).

• **Irak/Conflit. 100 000 enfants en danger à Mossoul**



Photo : AFP

Quelque 100 000 enfants sont en danger à Mossoul, où les forces irakiennes tentent de reprendre les derniers quartiers aux mains du groupe Etat islamique (EI), a indiqué hier le Fonds de l'Onu pour l'enfance (Unicef).